

La construction économique : un pari sans moyen



Ghassan Salamé
*Directeur de recherches
 au CNRS et professeur
 à l'Institut d'études
 politiques*

**Les guerres ont été
 trop coûteuses,
 la croissance
 démographique
 trop rapide,
 l'endettement
 trop accéléré.**

La seule manière de protéger l'accord conclu sur la pelouse de la Maison-Blanche entre l'OLP et Israël est de le mettre à exécution. Il faudra donner à la nouvelle entité palestinienne les moyens de survivre. L'aide extérieure sera indispensable, d'autant que, en face, Israël a bénéficié depuis sa création d'un élan de générosité occidental, notamment américain, incomparable. Comme en Arménie, en Croatie et dans d'autres entités nouvelles, la diaspora, soit 3 millions de Palestiniens éparpillés à travers le monde, devra jouer un rôle capital. L'appel aux fonds et aux compétences ne saurait se faire sans le retour de leurs détenteurs.

Si les détracteurs des accords paraissent actuellement désemparés, il est bien trop tôt pour assister à l'avènement d'une communauté économique régionale. Il faudrait, pour pouvoir l'envisager, que la parité israélo-palestinienne soit fermement établie et qu'Israël ait déjà réglé ses problèmes avec trois pays dont son armée occupe encore une partie du territoire : la Syrie, le Liban et la Jordanie. Les tentatives de jeter des ponts vers le monde arabe avant la réalisation de ces deux conditions resteront pratiquement vaines, du moins dans les pays du Golfe qui, pour des raisons évidentes, semblent fortement intéresser les industriels israéliens. L'annulation du boycott des produits israéliens, l'établissement de joint-ventures régionaux, la

réouverture de pipelines sur la côte israélienne, les réseaux de commerce et d'autres formes de coopération exigeront une résolution préalable de l'ensemble des litiges israélo-arabes : la paix signée en 1979 avec l'Egypte est depuis restée une paix bien froide, avec une coopération économique minimale. La primauté du politique sur les visions d'intégration économique prévaudra encore longtemps.

Car les dividendes de la paix (ici comme hier en Europe orientale) risquent d'être moins importants que prévu. Les recettes des pays pétroliers sont au plus bas : plusieurs pays - dont la Syrie et Israël - auront de sérieuses difficultés pour passer du statut d'Etat subventionné à celui d'Etat économiquement autonome ; et, auprès des Occidentaux, les demandes d'aide se multiplient de par le monde. La Palestine n'est plus interdite d'existence et Israël n'est plus interdit de séjour au Moyen-Orient, mais la région où ces deux entités vont s'insérer n'est guère un *eldorado* - les guerres du Levant et du Golfe auront été bien coûteuses, la croissance démographique bien trop rapide et l'endettement trop accéléré. L'ironie de l'histoire est bien que la guerre du Koweït, qui a certainement facilité la négociation en cours, aura coûté trop cher pour que l'on puisse aujourd'hui convenablement financer la paix que cette guerre avait elle-même rendu possible.